

Défense

Le nouveau service national, inutile ou effort nécessaire ?

Le nouveau service national proposé par le président de la République aura du mal à combler nos manques en matière de défense, affirment différents experts.

Pour un discours choc, ce fut un discours choc. Le président de la République a annoncé, le 27 novembre, lors d'un déplacement à Varcès, dans les Alpes, la mise en place, dès l'été prochain, d'un « nouveau service national ». Plus précisément un service « purement militaire » de dix mois, ouvert uniquement aux volontaires de 18 à 19 ans essentiellement. Objectif officiel : « répondre aux besoins des armées » dans un contexte rendu difficile par les nouveaux « défis et menaces » sur lesquels le chef de l'État est d'ailleurs resté assez flou. « Il faut nous tenir prêts », a-t-il répété à plusieurs reprises.

« JAMAIS ON N'A DISPOSÉ D'AUSSEI PEU DE COMBATTANTS »

Qu'il faille nous tenir prêts, nul ne le démentira. Que l'armée doive être renforcée, tout le monde est d'accord sur le principe, ne serait-ce que pour faire face au désengagement américain vis-à-vis de la sécurité européenne. « Pour gagner une guerre, il faut des combattants rapprochés », explique le colonel Michel Goya, auteur d'un essai remarqué, *La Théorie du combattant* (Perrin). En France, on en a 30 000 au total, pour 66 millions d'habitants. Jamais on n'a disposé d'aussi peu de combattants. » Dans un tel contexte, le nouveau service national peut-il être



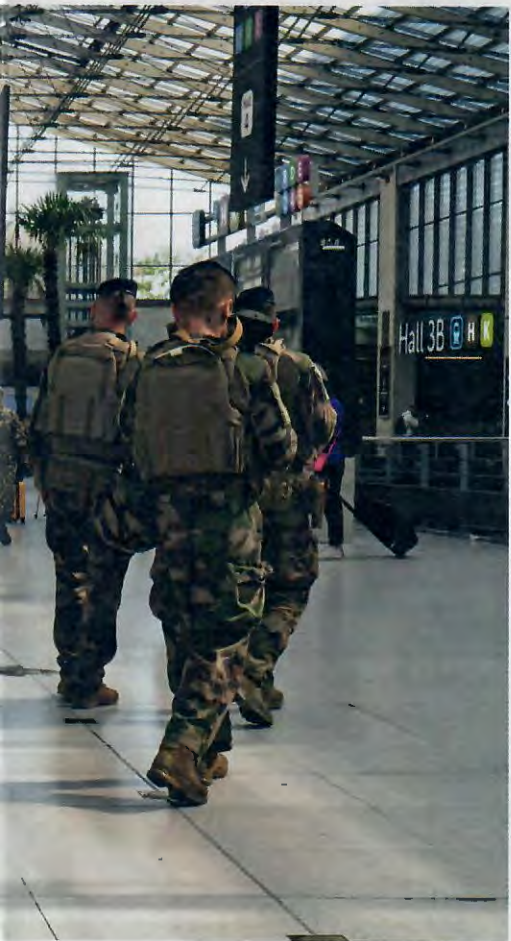
Les jeunes du service national participeront à toutes les missions de la défense, a annoncé Emmanuel Macron à Varcès, même à l'opération Sentinelles, comme ici gare du Nord, à Paris.

utile ? « C'est un projet qu'il fallait mettre sur la table pour que les citoyens se sentent concernés par la défense », affirme le général François Chauvancy, consultant en géopolitique. C'est un premier pas vers la sensibilisation concrète aux menaces auxquelles il faudra faire face. » L'armée devrait ainsi accueillir environ 3 000 jeunes la première année, puis le nombre devrait augmenter d'année en année jusqu'à atteindre 10 000. On estime à 50 000 l'effectif des jeunes dans dix ans.

La question est de savoir si cela sera suffisant. Michel Goya en doute fortement : « On ne voit pas bien l'intérêt de cette affaire. Cela ne va pas changer la face des armées... Si un jeune veut servir l'armée et son pays, il peut s'engager pour deux ans, avec six mois de période d'essai. Il sera mieux payé et pourra partir en opex [opération extérieure, Ndlr], ce que les jeunes du nouveau service n'auront pas le droit de faire. Si l'on ramenait cette possibilité d'engagement à un an,

il n'y aurait plus aucune raison de lancer un service militaire volontaire. »

L'annonce du président de la République a eu lieu quelques jours après le discours fracassant du général Fabien Mandon, chef d'état-major des armées (Cema) qui, lui, a été beaucoup plus précis sur la dégradation de la situation internationale – guerre en Ukraine, terrorisme en Afrique, confrontation entre les géants chinois



JEROME GILLES/NURPHOTO VIA AFP

et américain, etc. —, rappelant au passage que la France devra « *accepter de perdre ses enfants* », phrase qui a fait couler beaucoup d'encre. Encore un choc ! Difficile de ne pas faire le lien entre les deux déclarations. Difficile, surtout, de penser que le général ait avancé ses propos sans l'aval implicite d'Emmanuel Macron, dont il a été le chef de l'état-major particulier de 2023 à août 2025. « *Ce rapprochement [des deux discours, Ndlr] n'était pas un hasard, mais le général aurait dû préciser qu'il parlait de l'armée professionnelle*, note François Chauvancy. *Leur message commun, au Président et au Cema, était le suivant : la défense du pays ne concerne pas que l'armée, elle concerne la société dans son ensemble. C'est toute la société qui doit s'engager.* »

LE RELÂCHEMENT DES LIENS ENTRE ARMÉE ET NATION

Une affirmation que l'on peut trouver contradictoire avec la fin du service militaire obligatoire, décidée par le président Chirac en 1996. « *Avec une armée de métier, le pays n'est plus défendu par les citoyens, mais par l'État, qui entretient une armée*, relève Michel Goya. *Le citoyen y contribue par l'impôt.* » D'où, inévitablement, le relâchement des liens entre armée et nation. Une armée de métier, à en croire les spécialistes, est plus efficace militairement et plus simple à gérer, mais qu'en est-il sur le plan social ? Le service militaire ne permet-il pas une meilleure cohésion sociale, une prise en compte des besoins sociaux des plus défavorisés, un brassage entre classes qui ne se fréquentent pas ? Quand il était obligatoire, le service ne l'était pas tant que cela, estiment nos deux interlocuteurs, qui ont commandé des régiments d'appelés : environ un tiers des jeunes gens profitaient d'exemptions diverses. L'insertion des jeunes en difficulté ? Assurément une tâche essentielle, mais l'armée n'a jamais été véritablement équipée pour y faire face. Quant au brassage social, l'expression fait sourire les deux officiers... « *Ceux qui y échappaient appartenaient à des familles plutôt aisées, et ceux qui crapahutaient dans l'infanterie étaient souvent des "bac - 2 ou - 3"* »,

se souvient Michel Goya. Enfin, l'intégration des jeunes des « quartiers » était loin d'aller de soi, comme en témoigne le rapport du colonel Yves Biville paru en 1990. « *Le brassage était limité, inégal, inéquitable* », résume François Chauvancy. Si donc cet aspect social n'était pas vraiment rempli par un service exécuté par plusieurs centaines de milliers de jeunes, que dire d'un service qui n'en touche que quelques milliers ? Dans ces conditions, le « *pacte noué entre notre nation et notre armée* » évoqué par le Président, que le nouveau service national est supposé renforcer, ressemble plus à de l'incantation qu'à une réalité concrète.

RENFORCER LA RÉSERVE

Pour beaucoup d'experts, l'une des vraies solutions pour accentuer notre effort militaire serait de renforcer la réserve. « *Si l'Ukraine continue encore à mener une guerre de haute intensité, près de quatre ans après son déclenchement, c'est grâce aux réservistes*, observe François Chauvancy. *Idem pour la guerre de 1914-1918.* » Or, en France, les effectifs des réservistes ont fondu depuis la fin du service militaire. Il reste donc deux sources pour alimenter la réserve : d'abord, les militaires qui quittent le service actif mais restent mobilisables durant cinq ans (20 000 militaires quittent l'armée chaque année) ; ensuite, les civils qui viennent régulièrement faire des périodes. « *Les anciens militaires d'active ne posent aucun problème*, constate François Chauvancy. *Ils connaissent leur métier, ils connaissent les codes. Les civils, qui n'ont jamais fait leur service militaire, c'est autre chose. Il faut s'en occuper, les entraîner, les former, les habiller, les armer et les indemniser.* » Michel Goya abonde : « *Tout cela nécessite des équipements. On manque non seulement d'hommes mais d'équipements. C'est ce qui nous empêche d'envoyer plus de personnes à l'extérieur.* » Et cela a un coût. Dans le budget militaire de 2026, un effort supplémentaire de 3,5 milliards d'euros a été consenti. Une « *sur marche* », a commenté Emmanuel Macron. Qui sera franchie si le budget est voté... ■

Charles-Henri d'Andigné

« C'est un premier pas vers la sensibilisation concrète aux menaces auxquelles il faudra faire face. »

Général François Chauvancy